



Vontobel

Géopolitique et changement climatique

Comment le climat influence la
géopolitique et les actions politiques

03
À retenir pour les investisseurs

04
Introduction

05
«Un anneau pour les gouverner tous» — ressources

06
La géopolitique rencontre le changement climatique

14
Tout mettre en commun

16
Quelle est la prochaine étape pour les investisseurs et pourquoi est-elle importante?

19
Dernières considérations pour les investisseurs



Dr. Reto Cueni
Vontobel Chief Economist



Dr. Veronika Stolbova
Senior ESG Analyst

À retenir pour les investisseurs

Le lien entre la géopolitique et le changement climatique

Le changement climatique et la géopolitique sont profondément liés, l'exploitation historique des ressources façonnant largement le paysage géopolitique d'aujourd'hui. Les décisions prises par les pays qui dépendaient autrefois des ressources basées sur le carbone jouent aujourd'hui un rôle crucial dans l'atténuation ou l'exacerbation du changement climatique. Cette situation a un impact sur les relations internationales, les politiques industrielles, les priorités fiscales et l'équilibre des pouvoirs au niveau mondial.

Le changement climatique modifie les relations entre les pays

Le changement climatique a un impact sur les relations internationales en causant des dommages directs par des phénomènes météorologiques extrêmes et indirectement par des effets sur l'économie et les marchés financiers. D'une part, le changement climatique raréfie les ressources alimentaires et hydriques dans certaines régions, tout en perturbant les transports et l'économie. D'autre part, il peut également ouvrir de nouvelles routes commerciales telles que la route maritime du Nord. En outre, le changement climatique devrait entraîner une augmentation des migrations nationales et transfrontalières, ce qui accentuera les tensions géopolitiques.

«Dissimuler» le changement climatique dans les politiques industrielles

Les pays peuvent être tentés d'utiliser le changement climatique comme prétexte pour mettre en œuvre des politiques industrielles protectionnistes, telles que des barrières commerciales, des subventions et des droits de douane, comme l'illustrent les droits de douane imposés par les États-Unis et l'Union européenne sur les véhicules électriques chinois. Cette approche pourrait ralentir la transition écologique en augmentant les coûts et en limitant l'accès à des produits écologiques abordables. L'année dernière, près de 30% des politiques industrielles ont cité l'atténuation du changement climatique comme raison principale de l'introduction de mesures protectionnistes principalement utilisées par les économies avancées, ce qui soulève des inquiétudes quant à savoir s'il s'agit d'un véritable effort pour réaliser un impact positif ou d'une couverture pour des pratiques protectionnistes.

Comment nos impôts seront-ils dépensés?

Les politiques fiscales qui soutiennent les actions en faveur du climat sont menacées par l'évolution des priorités géopolitiques. Les fonds pourraient être réorientés des objectifs climatiques vers la sécurité nationale et la défense. L'UE, en tant que cas particulier, pourrait combiner ces deux efforts, car la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles pourrait diminuer sa vulnérabilité géopolitique et sa dépendance énergétique.

Les changements d'équilibre et l'émergence de la multipolarité

Le passage d'une économie fondée sur les combustibles fossiles à une économie électrifiée entraînera un transfert de pouvoir des exportateurs de combustibles fossiles vers les pays riches en ressources pour la transition écologique. Toutefois, les combustibles fossiles resteront essentiels pendant un certain temps, car ils représentent encore plus de 80% de la consommation mondiale d'énergie. Parallèlement à la lutte pour le leadership entre les États-Unis et la Chine, la multipolarité mondiale augmentera, notamment en raison de la rareté des ressources. Les États riches en ressources peuvent devenir des «swing states» entre l'OTAN-Ouest et la Chine-Russie-Est, en exploitant leur pouvoir de négociation et la «quête de ressources», tandis que certains acteurs géopolitiques peuvent soutenir des guerres par procuration pour déstabiliser des pays riches en ressources mal gouvernés afin d'avoir accès à leurs trésors.

Que faut-il surveiller et que faut-il faire en tant qu'investisseur?

Dans le contexte actuel, les investisseurs devraient suivre de près l'évolution du paysage politique, comme les dernières élections en Inde, dans l'UE et les prochaines élections américaines, et voir comment elles pourraient modifier la dynamique de la transition écologique par rapport à d'autres priorités politiques telles que la sécurité nationale et frontalière ou la politique industrielle. Au cours de cette période de transition, les investisseurs doivent tenir compte à la fois du besoin permanent de combustibles fossiles pendant la transition et des avantages à long terme d'être investis dans des secteurs qui bénéficieront de cette transition pendant des décennies.

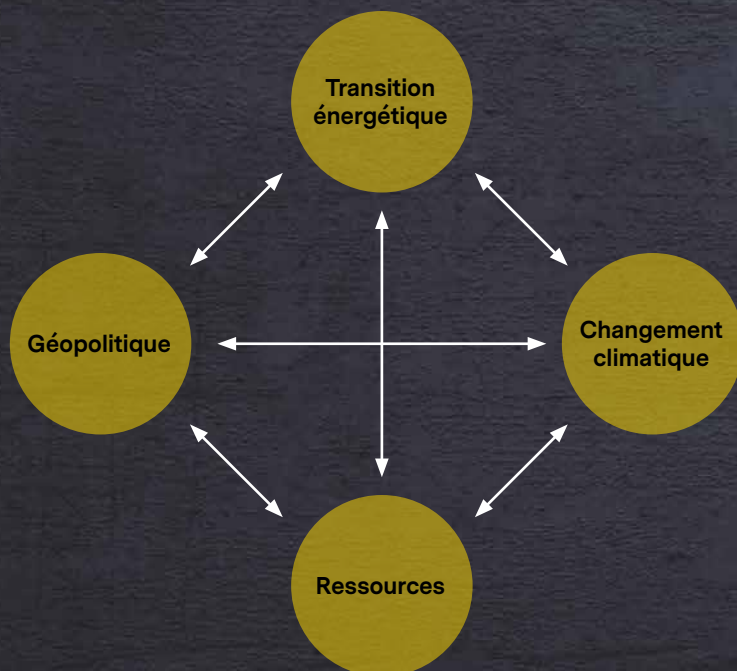
Introduction

La géopolitique affecte la vie et la prospérité de millions de personnes, avec des retombées sur l'économie et les marchés financiers. Aujourd'hui, avec l'intensification des conflits au Moyen-Orient, en Ukraine et à Taïwan, de nombreuses personnes ont les yeux rivés sur les questions géopolitiques (Tucker, 2024). Il peut sembler que d'autres priorités, telles que le changement climatique et la transition énergétique, aient été reléguées au second plan dans le programme des responsables politiques. Cependant, la géopolitique et le changement climatique s'influencent mutuellement. Les investisseurs devraient donc les considérer ensemble pour éclairer leur prise de décision.

Nous soutenons ici que la géopolitique et le changement climatique sont liés en raison du rôle prépondérant joué par les ressources dans les relations mondiales et de la tendance générale à la transition énergétique (voir figure 1).

Les ressources ont historiquement été l'une des causes les plus fréquentes des contestations géopolitiques et les pays riches en ressources ont connu une croissance économique sans précédent et ont souvent occupé la scène centrale de la géopolitique (voir, par exemple, le Livre blanc de Vontobel: la quête des ressources, 2023). D'une part, la transition énergétique résultant d'un développement économique rapide a façonné le monde que nous connaissons aujourd'hui, et le passage de la force animale et musculaire au moteur à combustion pendant la révolution industrielle, combiné à une augmentation de la population, a été l'une des principales causes du changement climatique. D'autre part, le changement climatique a un impact sur l'économie par le biais des catastrophes naturelles et nécessite des dépenses pour se protéger ou réparer les dommages que le changement climatique causera. Il a donc également un effet sur la géopolitique.

Figure 1: Géopolitique et changement climatique





«Un anneau pour les gouverner tous» — ressources

D'un point de vue historique, les ressources ont souvent été à l'origine de grandes luttes de pouvoir au niveau local, régional et mondial. Les conflits géopolitiques éclatent souvent à propos de l'accès à des ressources précieuses telles que le pétrole, les minerais, l'eau et les terres fertiles, car le contrôle de ces ressources peut considérablement stimuler l'économie et l'influence d'une région ou d'un pays. Au-delà du contrôle direct des ressources, des facteurs économiques plus larges, tels que les routes commerciales, l'accès au marché et la domination économique, ont également joué un rôle majeur dans les conflits. Ces facteurs sont étroitement liés et la répartition des ressources joue toujours un rôle crucial dans le développement industriel.

Deux ressources majeures, le pétrole et le gaz, ont façonné la géopolitique et le climat tels que nous les connaissons aujourd'hui, tandis que des minéraux essentiels tels que le cuivre, le cobalt et le lithium pourraient façonner l'avenir de la géopolitique et du climat (voir, par exemple, le Livre blanc de Vontobel: la quête des ressources, 2023). Plus longtemps le monde dépendra du pétrole et du gaz, plus la position des membres de l'OPEP et des autres exportateurs de combustibles fossiles sera forte.

Cependant, plus la transition verte sera rapide, plus la demande et la pondération géopolitique se déplaceront vers des pays comme la Chine, le Chili, l'Australie ou la République démocratique du Congo, qui possèdent et exportent tous des ressources essentielles pour la transition verte comme le cuivre, le cobalt, le lithium et d'autres matériaux de terres rares (Thompson, 2022).

La géopolitique rencontre le changement climatique

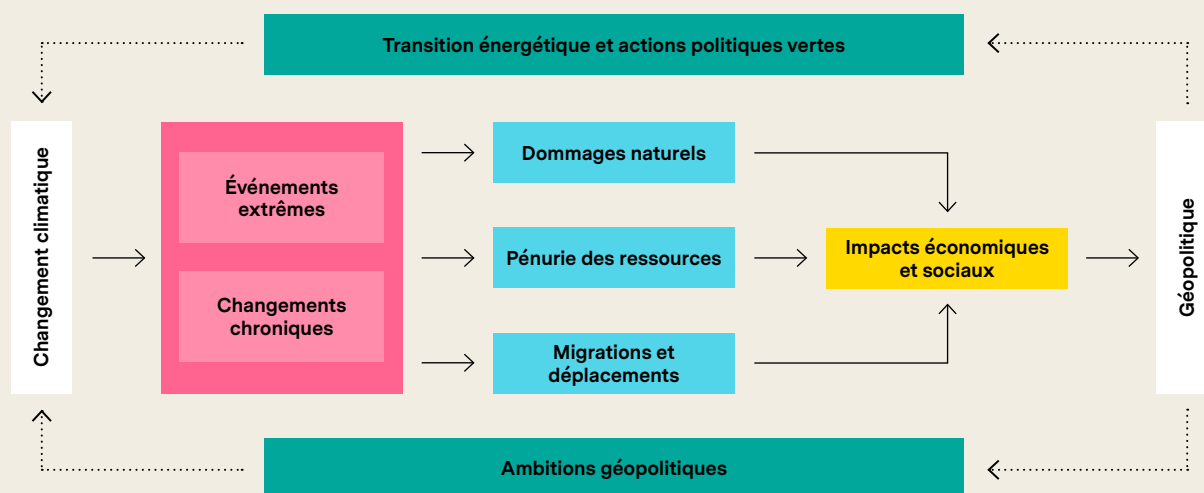
La relation entre la géopolitique et le changement climatique est symbiotique. Si la géopolitique influe sur le changement climatique, le climat peut également influencer la géopolitique par le biais de facteurs environnementaux, de dynamiques sociales et de tensions politiques. Le changement climatique présente à la fois des risques et des opportunités pour les pays et leurs économies.

Dans l'ensemble, les risques liés au changement climatique peuvent être regroupés en deux catégories : les risques physiques (liés directement au changement climatique) et les risques de transition (liés à la transition vers une économie à faible émission de carbone visant à lutter contre le changement climatique). Les risques physiques sont divisés en catégories aiguës et chroniques. Alors que les risques aigus liés au changement climatique découlent d'événements climatiques et météorologiques tels que les ouragans, les précipitations extrêmes entraînant des inondations et les vagues de chaleur entraînant des sécheresses, les risques chroniques sont liés à des changements lents des conditions météorologiques tels que l'augmentation de la température mondiale, l'élévation du niveau des mers et la fonte des nappes glaciaires. Les risques aigus et chroniques causent des dommages naturels importants et des préjudices économiques associés. Avec le changement climatique, la planète est soumise à une augmentation de la fréquence et de la gravité des événements extrêmes, qu'il est de plus en plus difficile de prévoir et de préparer (Swiss Re Institute, «Insurance in a world of climate extremes», 2019).

Les risques de transition sont toutefois liés à l'atténuation du changement climatique. Il s'agit de risques liés à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, qui nécessitent la mise en œuvre et le soutien de la politique climatique. Les dépenses visant à favoriser la transition énergétique peuvent contribuer à réduire les émissions et le changement climatique qui en découle, réduisant ainsi l'impact des catastrophes naturelles sur les régions et la société. Cependant, cela a un coût. Pourtant, on affirme que ces dépenses à court terme seront bien inférieures aux dommages économiques à long terme causés par le changement climatique (Stern, 2006). En outre, il existe un décalage entre les horizons temporels: à court terme, toute dépense publique visant des effets à long terme peut être en contradiction avec les incitations à court terme du programme politique de certains pays, en particulier ceux qui sont exposés à des conflits géopolitiques.

La question demeure: quelles sont les zones les plus touchées par le changement climatique et quel est le lien entre le changement climatique et la géopolitique? On peut répondre à cette question en examinant l'impact du changement climatique (voir figure 2). Les effets du changement climatique peuvent être classés en fonction de l'horizon temporel: les effets à court terme sont causés par des événements extrêmes, tandis que les effets à long terme sont causés par des changements chroniques dans les conditions météorologiques. Cette situation entraîne à son tour des dégâts naturels, une raréfaction des ressources, des migrations et des déplacements.

Figure 2: Du changement climatique à l'impact sur la géopolitique





Dommmages naturels

Certaines régions, telles que les zones côtières de faible altitude, les zones arides et les petites nations insulaires, sont touchées de manière disproportionnée par le changement climatique. L'intensification des phénomènes météorologiques violents, notamment les précipitations extrêmes, les températures élevées, l'augmentation du nombre d'ouragans, les incendies de forêt, la destruction des infrastructures et les dépenses fiscales qui en découlent, entraînent une aggravation des troubles dans les régions exposées à ces phénomènes. Ces régions sont souvent confrontées à des risques géopolitiques accrus en raison de leur vulnérabilité aux catastrophes climatiques et de leur vulnérabilité économique.

La Georgetown Security Studies Review cite la guerre civile syrienne comme exemple de ce phénomène, en faisant valoir que la mauvaise gestion des ressources par le gouvernement à la suite de la sécheresse de 2006 a intensifié les troubles sociaux (Zack, 2019). Même des régions qui n'étaient pas exposées aux conséquences du changement climatique extrême en subissent aujourd'hui les effets. L'exemple récent des inondations sans précédent à Dubaï, causées par un effet El Niño exacerbé, pourrait inciter certains pays à revoir à la hausse leurs ambitions en matière de lutte contre le changement climatique, ce qui se traduirait par une augmentation des dépenses gouvernementales et privées en faveur de la réduction des émissions et/ou du développement de technologies de captage du carbone.

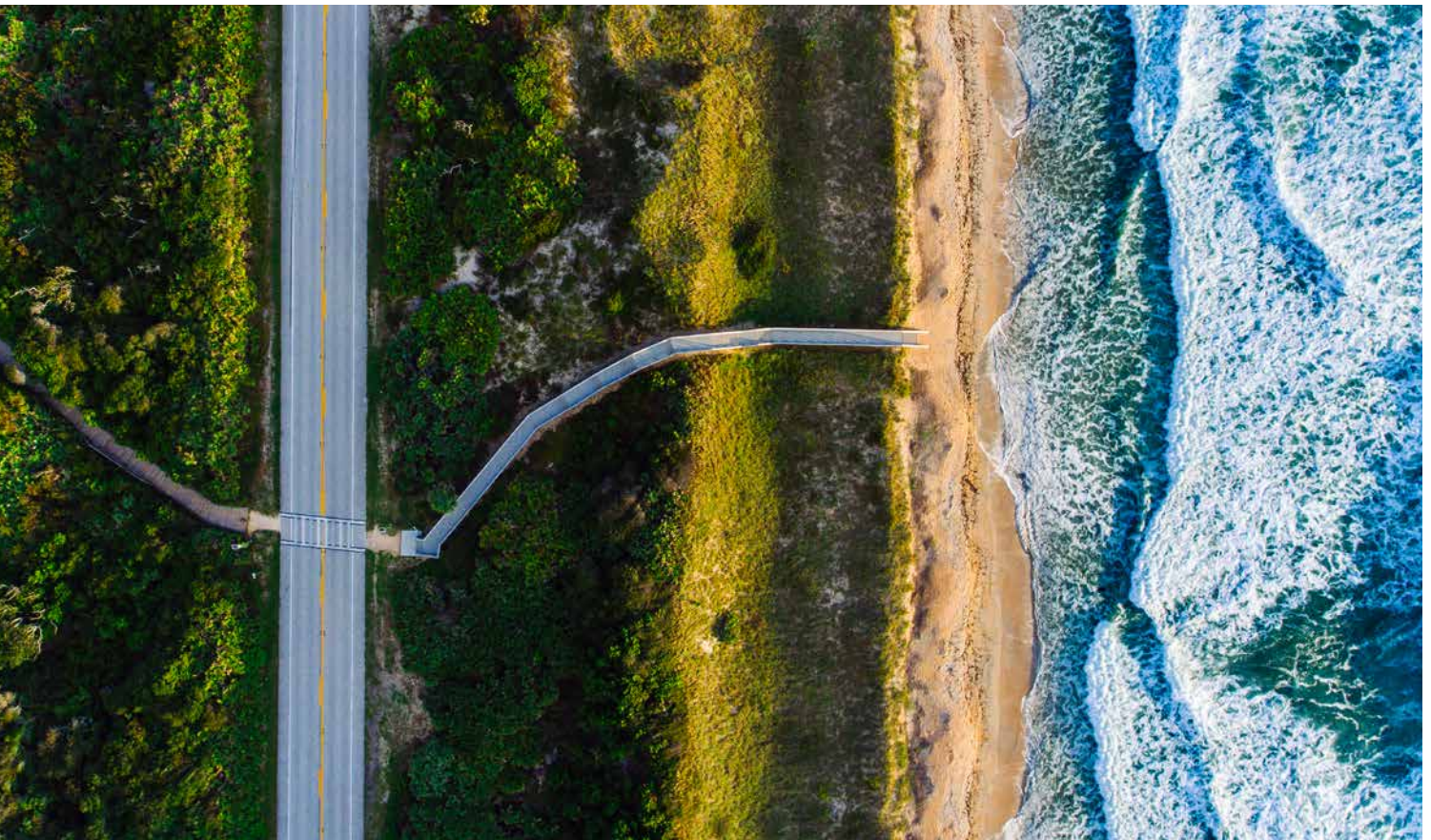
Les risques de dommages naturels affectent également les investissements. Par exemple, les CatBonds (obligations-catastrophes) servent d'«assurance» pour les émetteurs contre les catastrophes naturelles imprévisibles, car elles couvrent le coût des dommages lorsqu'une catastrophe se produit. Cela signifie des pertes pour les investisseurs si une catastrophe prédéfinie se produit ou des bénéfices élevés (qui peuvent atteindre jusqu'à 20%) dans les cas où la catastrophe définie ne se produit pas au cours d'une période donnée. Tout cela fait des obligations-catastrophes un investissement très risqué qui présente l'avantage de ne pas être corrélé habituellement à l'évolution des marchés financiers, ce qui peut contribuer à diversifier le portefeuille des investisseurs

Raréfaction des ressources

Le changement climatique peut exacerber la pénurie de ressources telles que l'eau et les terres arables, entraînant une concurrence et des conflits pour l'accès à ces ressources. Cette concurrence peut dégénérer en tensions géopolitiques, en particulier dans les régions déjà sujettes à l'instabilité.

Nous anticipons une aggravation des pénuries de ressources clés qui devraient s'accroître au cours des prochaines décennies (voir, par exemple, le Livre blanc de Vontobel: la quête des ressources, 2023). Cette situation est particulièrement préjudiciable à l'économie mondiale à un moment où le commerce mondial est entravé par des lignes de fracture géopolitiques, où les échanges sont réduits, où les pénuries augmentent et où les prix s'envolent, ce qui peut conduire à des conflits sur les ressources. Pensez, par exemple, au Nil, qui s'écoule de l'Ouganda à l'Égypte en passant par le Sud-Soudan et le Soudan, mais qui transporte également une grande quantité d'eau provenant d'un deuxième affluent qui prend sa source en Éthiopie. Aujourd'hui, alors que le changement climatique s'accélère, les puissances régionales sont de plus en plus en concurrence pour l'eau, mais aussi pour la sécurité alimentaire et énergétique. Alors que l'Éthiopie poursuit la construction de son barrage Grand Ethiopia Renaissance Dam (GERD), l'Égypte affirme que son voisin déstabilise la région.

Comme nous assisterons probablement à une plus grande multipolarité sur la scène mondiale, en plus de la lutte pour le leadership entre la Chine et les États-Unis, cette situation, combinée à la rareté des ressources, fera en sorte que les pays émergents disposant de beaucoup de ressources deviendront des «swing states» qui oscilleront entre l'OTAN-Ouest et entre la Chine, la Russie et l'Est. En outre, la quête de ressources entraînera probablement la réapparition de guerres par procuration, déstabilisant les pays faiblement gouvernés disposant d'importantes ressources pouvant être exploitées par d'autres pays.



Il est clair que les ressources liées à l'énergie revêtent une importance particulière. Les efforts d'atténuation du changement climatique, tels que la transition vers les sources d'énergie renouvelable, peuvent perturber les marchés et les alliances énergétiques traditionnels. Les pays riches en ressources énergétiques fossiles pourraient voir leur influence géopolitique décliner, tandis que ceux qui extraient ou raffinent des matériaux et des minéraux pour les technologies d'énergie renouvelable sont appelés à acquérir des avantages stratégiques.

Les préoccupations en matière de sécurité énergétique ont augmenté depuis 2022 avec l'intensification de la situation géopolitique. L'Europe, qui s'efforce de réduire sa dépendance à l'égard du pétrole et du gaz, a mis en place plusieurs mesures. En outre, l'émergence d'un certain nombre de réglementations européennes visant à accélérer la transition vers une économie à faible teneur en carbone pourrait agir comme un vent arrière pour la transition énergétique. Cependant, les perspectives actuelles sont pessimistes, car il existe plusieurs sources de friction. Par exemple l'UE a proposé de nouveaux droits d'importation sur les véhicules électroniques chinois et vise à protéger ses producteurs automobiles nationaux des concurrents chinois. Cela se ferait au détriment des consommateurs qui devront probablement payer plus cher leurs véhicules électriques (VE). Une telle décision ralentirait très probablement la transition vers les transports électrifiés en Europe.

Migrations et déplacements

les événements induits par le changement climatique, tels que l'élévation du niveau des mers, les phénomènes météorologiques extrêmes et les sécheresses, peuvent contraindre les populations à migrer à la recherche de zones plus sûres et plus habitables.

Les migrations à grande échelle peuvent peser sur les ressources et les infrastructures des régions d'accueil, entraînant des troubles sociaux et des conflits potentiels. Bien que les migrants déplacés par le changement climatique puissent se déplacer à l'intérieur de leur pays ou vers un autre pays, la plupart des migrations climatiques restent à l'intérieur du pays, sans franchir de frontières internationales. Les migrations internes peuvent également provoquer des troubles sociaux et politiques dans un pays, qui peuvent se propager à d'autres pays voisins.

Une étude récente du FMI a montré que les troubles sociaux dans un pays sont susceptibles de se propager dans les pays voisins (Redl, C., & Hlatshwayo, S. 2021). Selon l'International Displacement Monitoring Center, en 2022, les événements météorologiques induits par le changement climatique ont déplacé près de 32 millions de personnes (Ionesco, 2019). Les migrations amplifient également les inégalités, car les individus pauvres ne disposent souvent pas des ressources nécessaires pour migrer sur de longues distances.

Les régions touchées par les migrations induites par le changement climatique comprennent l'Asie du Sud (l'Inde et le Pakistan exposés aux inondations et à la sécheresse, les Maldives sensibles à l'élévation du niveau de la mer), le Moyen-Orient (la Syrie et l'Irak exposés à la sécheresse), l'Amérique centrale et même l'Amérique du Nord (les États-Unis, notamment la Californie, la Floride et la Louisiane, subissant de plein fouet les incendies de forêt, les ouragans et l'élévation du niveau de la mer).

Bien que les effets de la migration climatique soient importants, nous pensons qu'ils sont à long terme. Si, à un moment donné, une migration internationale plus massive causée par le changement climatique devait se produire, elle aurait des implications énormes pour les économies en développement et pourrait conduire à une instabilité sociale et politique dans les pays développés.

Parmi les illustrations récentes de ces implications, on peut citer la crise des réfugiés liée à la guerre civile syrienne — et maintenant au conflit russo-ukrainien — qui touche l'Europe, mais aussi la migration de l'Amérique du Sud vers l'Amérique du Nord. Cela peut entraîner des changements dans les positions politiques et les partis, mais pourrait aussi se refléter dans les politiques de transition qui façonnent l'économie, affectant ainsi l'avenir du changement climatique.

Il est important de noter que même un faible pourcentage de migrants se déplaçant à l'étranger est susceptible de provoquer de fortes tensions politiques, comme l'a illustré l'arrivée de réfugiés syriens en Allemagne.

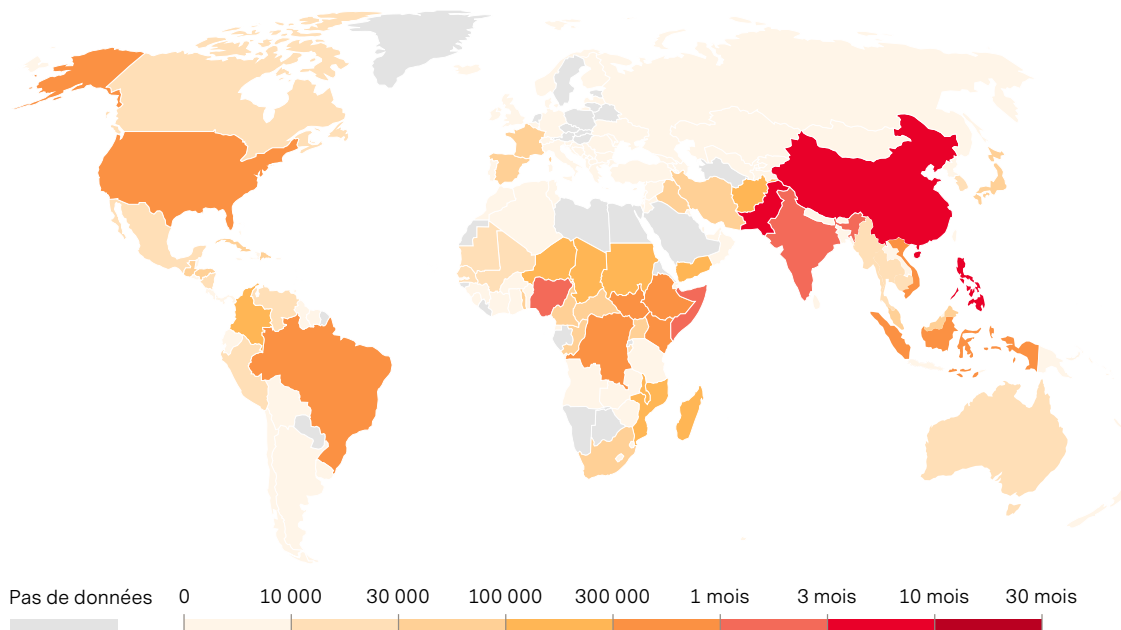
La migration internationale devient également un sujet socio-économique de plus en plus important qui fait l'objet d'un large débat dans les médias et les politiques, notamment en Suisse, en Europe, aux États-Unis et ailleurs, en particulier à la lumière de ses effets sur les migrants eux-mêmes, les pays qu'ils quittent et les pays vers lesquels ils migrent.

L'impact du changement climatique étant de plus en plus important, les conséquences socio-économiques des migrations liées au climat sont appelées à s'intensifier avec le temps. Selon l'Institute for Economics and Peace, 1,2 milliard de personnes pourraient être déplacées d'ici 2050 en raison du changement climatique et des catastrophes naturelles. Cette situation affecte de manière disproportionnée les pays les plus pauvres, qui sont déjà confrontés à de nombreuses difficultés et n'ont pas les moyens de prendre des mesures d'adaptation au changement climatique.

Les conflits exacerbent les migrations. Selon l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, plus de 90 % de tous les déplacements en 2020 se sont produits dans des pays vulnérables au changement climatique. Si le changement climatique n'est pas la cause principale de la relocalisation, il intensifie le problème.

Figure 3: Les catastrophes naturelles ont entraîné le déplacement de nombreuses personnes en 2022

Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont définies comme des personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcés ou obligés de fuir ou de quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel à la suite de catastrophes naturelles ou causées par l'homme et qui n'ont pas franchi de frontière internationale.



Source: Banque mondiale 2024, Université d'Oxford, Vontobel.

Impacts économiques et sociaux du changement climatique

Les dégâts naturels, la pénurie de ressources, les migrations et les déplacements ont tous un impact économique et social considérable. Leurs effets peuvent être décrits comme un résultat direct des événements liés au climat et un impact indirect, tous deux ayant des conséquences diverses pour l'économie.

Impact direct du changement climatique

Les événements liés au climat, tels que les catastrophes naturelles et les phénomènes météorologiques extrêmes, peuvent avoir un impact significatif sur l'économie. Par exemple, l'impact d'El Niño sur le cacao a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales en 2023–2024 et ses effets se reflètent dans le récent quasi-doublement des prix du chocolat. Les inondations, telles que celles mentionnées ci-dessus à Dubaï, peuvent endommager les infrastructures et avoir un impact sur la productivité économique globale. Les ouragans sont un autre exemple d'événements extrêmes exacerbés par le changement climatique, avec des conséquences dramatiques sur les moyens de subsistance, les infrastructures et l'économie des régions touchées. Par exemple, l'ouragan Katrina (2005) — le plus coûteux de l'histoire des États-Unis — a causé des destructions massives le long de la côte du Golfe, en particulier à la Nouvelle-Orléans. L'impact économique total a été estimé à environ 125 milliards de dollars (Knabb et al. 2005).

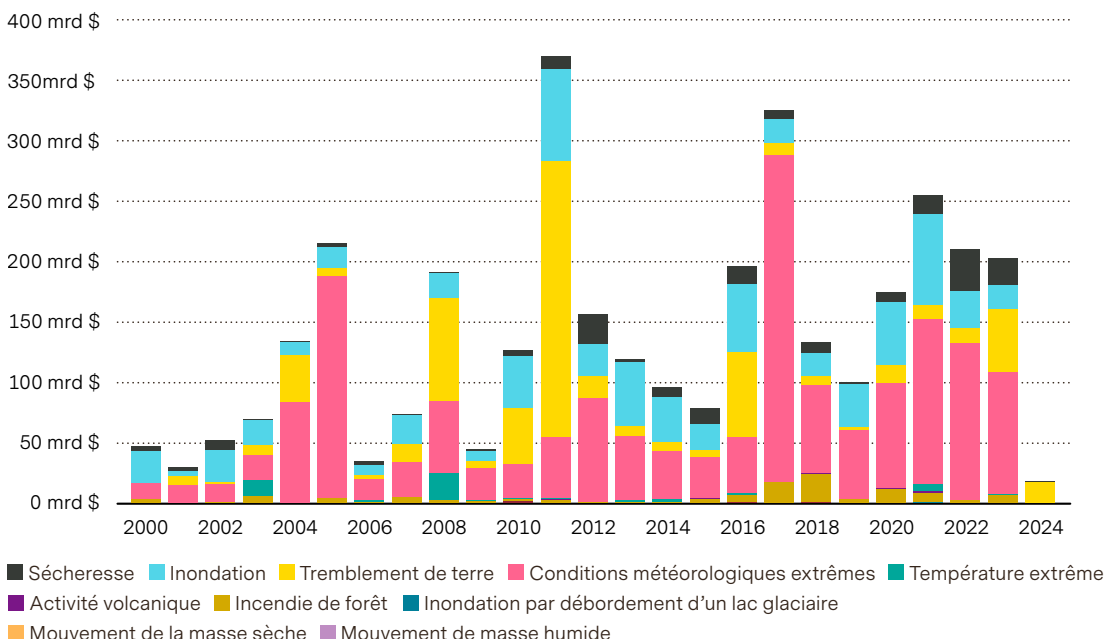
Les feux de brousse australiens de 2019–2020 sont un autre exemple d'événement météorologique extrême entraînant des coûts élevés. Des feux de brousse sans précédent ont ravagé l'Australie, brûlant des millions d'hectares de terres, détruisant les habitations et dévastant la faune. Le coût économique des incendies a été estimé à environ 1,4 milliard de dollars US, ce qui en fait l'une des catastrophes naturelles les plus coûteuses de l'histoire de l'Australie.

Parmi les événements les plus récents, les inondations européennes de 2021 ont été considérées comme un facteur de perturbation important pour l'Europe. De fortes précipitations et des inondations ont touché certaines parties de l'Europe occidentale, en particulier l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas. Les inondations ont causé d'importants dégâts aux infrastructures, aux habitations et aux entreprises, les pertes économiques étant estimées à plusieurs dizaines de milliards de dollars US.

Dans l'ensemble, les dommages causés par les catastrophes naturelles ont été estimés à 380 milliards de dollars US de pertes économiques pour la seule année 2023, dont seulement 118 milliards de dollars US sont assurés (AON, «Climate Catastrophe Insight», 2024). Ces chocs économiques directs peuvent exacerber les tensions géopolitiques existantes et contribuer à l'instabilité politique. Dans l'ensemble, les dommages directs causés par les catastrophes climatiques au cours de la dernière décennie ont représenté 1,3 billion de dollars US, soit 0,2% du PIB mondial par an.

Figure 4: Ces dernières années, les catastrophes naturelles ont causé d'importants dégâts économiques

Dommages économiques mondiaux causés par les catastrophes naturelles, différenciés par catégorie de catastrophe et mesurés en dollars américains par an.



Source: Ritchie & Rosado (2022) avec des données adaptées de EM-DAT/ CRED/ Université de Louvain, Vontobel.



L'impact économique indirect du changement climatique

En plus de l'impact direct du changement climatique, il faut également penser aux effets indirects du changement climatique sur l'économie, y compris les voies de transport affectées pour les matières premières et les marchandises.

L'économie mondiale dépend fortement des chaînes d'approvisionnement en ressources nécessaires à la production de biens et de services et au maintien, voire à l'augmentation, du niveau de vie de la population. Ces voies de transport et les pays qui les possèdent ou les gouvernent constituent un élément important du jeu de pouvoir géopolitique actuel et toute modification de ces voies peut également modifier l'équilibre des forces.

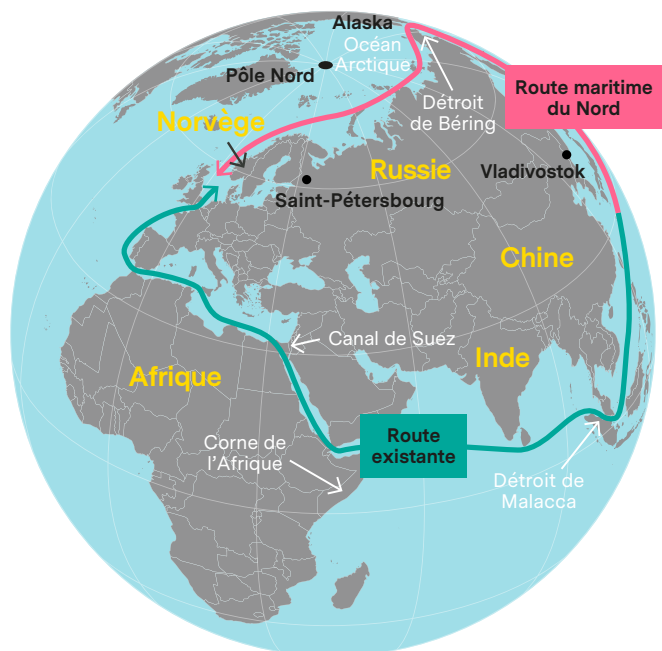
Les effets négatifs du changement climatique comprennent également des perturbations à long terme de l'activité économique et du commerce. Par exemple, le manque d'eau dans certaines régions du monde peut entraver les lignes de transport, comme dans le cas du canal de Panama ou du Rhin.

Cependant, des températures plus élevées dans certaines régions peuvent également apporter une contribution positive à l'économie, par exemple sous la forme de lignes de transport plus courtes. Le dégel de la route maritime du Nord (NSR), qui raccourcit le trajet entre l'Asie et l'Europe d'un facteur deux par rapport à la route maritime traditionnelle traversant l'océan Indien et l'océan Atlantique et ouvre des possibilités supplémentaires de transport, en est un bon exemple (voir figure 5). Alors que l'Arctique se réchauffe quatre fois plus vite que la moyenne mondiale, des études scientifiques (Rantanen et al. 2022) prévoient qu'il deviendra libre de glace à l'été 2040 si le monde ne réduit pas de manière significative les émissions de gaz à effet de serre.

Toutefois, l'utilisation de cette route a des implications géopolitiques directes: les navires doivent obtenir l'autorisation des autorités russes pour naviguer le long de la NSR, ce qui pourrait entraîner des restrictions pour les navires occidentaux.

Tous ces effets du changement climatique affecteront l'équilibre des ressources des pays et, par conséquent, l'équilibre géopolitique du pouvoir. La transition énergétique, qui risque de perturber le système actuel d'incitation au commerce des énergies fossiles, est particulièrement importante.

Figure 5: Le côté positif de la hausse des températures: dégivrage de la route maritime du Nord



Source: The Economist 2024.

Transition énergétique et atténuation du changement climatique

Le changement climatique nécessite une coopération mondiale pour en atténuer efficacement les effets. Toutefois, les rivalités géopolitiques et les conflits d'intérêts entre les nations peuvent entraver les efforts de collaboration, entraînant des tensions diplomatiques et des accords climatiques bloqués. Cela a été illustré par de nombreuses conférences des parties (COP), où les questions d'équité et de justice ont été soulevées à la lumière des accords sur le changement climatique.

Inversement, le changement climatique peut servir de catalyseur à la coopération lorsque les pays reconnaissent la menace commune et la nécessité d'une action collective, comme l'ont montré les réunions mondiales de la COP au cours de la dernière décennie. En décembre dernier, la COP28 a dressé un «bilan mondial» des efforts déployés dans le monde pour lutter contre le changement climatique.

Les actions de cette année montreront à quel point les pays sont sérieux dans leurs engagements en matière de climat. L'échéance pour agir n'est pas trop éloignée, 2030 étant le point médian de la réduction des émissions, et des mesures concrètes doivent être prises pour lutter contre le changement climatique. Selon nous, l'avenir de l'accord de Paris est entre les mains de l'Europe, des États-Unis, de la Chine, de l'Inde et de la Russie. Il sera important que l'agenda climatique suive les agendas géopolitiques de ces pays, car le conflit en Ukraine crée un dilemme pour l'UE sur la façon de réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie tout en n'augmentant pas sa dépendance vis-à-vis de la Chine en raison des ressources nécessaires à la transition verte.

Les États-Unis sont confrontés à des questions similaires en ce qui concerne la limitation de l'influence de la Chine: ils apportent un soutien militaire à l'Ukraine alors que, dans le même temps, les sanctions américaines et européennes sur les importations de pétrole et de gaz russes font baisser le prix des combustibles fossiles russes pour d'autres acteurs géopolitiques importants qui importent du gaz et des combustibles de Russie, tels que la Chine et l'Inde.

Actions de politique climatique dans différents pays

L'examen des mesures prises par les principaux acteurs en matière de climat montre qu'ils mettent en place des systèmes d'incitation et des réglementations pour s'attaquer au problème du changement climatique. L'exemple le plus marquant est celui de l'Union européenne, avec son «European Green Deal», la stratégie de l'UE pour atteindre son objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050. Il s'agit notamment du paquet «Fit for 55», de la loi européenne sur le climat, de la stratégie «de la ferme à la fourchette» et de «Just Transition» (décrivant 55 milliards d'euros sur la période 2021 – 2027 pour les communautés et les entreprises effectuant la transition au sein des États membres ou des régions, Conseil européen de 2024).

Les États-Unis ont également fait d'énormes progrès dans ce domaine en introduisant la loi sur la réduction de l'inflation (IRA), qui concerne l'électricité, les transports, les bâtiments, l'industrie, les terres et le secteur agricole. Plus précisément, le programme climatique du président Biden montre le soutien indéfectible de l'actuelle Maison Blanche aux VE et aux investissements dans les secteurs de l'énergie propre tels que la fabrication d'éoliennes, de panneaux solaires, de batteries et de VE, tout en stimulant la création d'emplois. L'IRA devrait réduire les déficits de 276 milliards de dollars US au total entre les exercices 2023 et 2031, soit 0,1 % du PIB nominal cumulé estimé par le Congressional Budget Office sur cette période (Congressional Budget Office, Joint Committee on Taxation 2023).

La Chine a également mis en place plusieurs mesures d'incitation à la transition énergétique, qui pourraient avoir un impact significatif sur la lutte contre le changement climatique, étant donné qu'elle est le plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde et la principale source de croissance des émissions au cours des deux dernières décennies. Toutefois, les perspectives d'émissions de la Chine restent incertaines. D'une part, ses émissions de CO₂ augmenteront d'au moins 4 % en 2023. D'autre part, les ajouts records d'énergie propre ont néanmoins rapproché le pic d'émissions. Le déploiement de la production d'énergie propre en Chine en 2023 a atteint l'ampleur prévue dans les scénarios à 1,5 degré. Le maintien des ajouts annuels de capacités de production d'électricité propre au niveau de 2023 ou leur augmentation permettra à la Chine d'atteindre le pic et de réduire ses émissions de CO₂ dans les années à venir. Mais pour réussir à réduire rapidement ses émissions, la Chine devra également redoubler d'efforts pour améliorer son efficacité énergétique et s'engager dans une transformation réussie de son modèle de croissance économique.

D'autres acteurs importants se trouvent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Selon le FMI, il faudrait investir jusqu'à 4% du PIB par an pour renforcer suffisamment la résilience climatique et atteindre les objectifs de réduction des émissions pour 2030 dans les régions. Plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord prennent déjà des mesures pour atténuer les effets dévastateurs du changement climatique. Par exemple, le Maroc, la Jordanie et la Tunisie ont amélioré leurs pratiques de gestion de l'eau, contribuant ainsi à renforcer leur résilience en cas de sécheresse prolongée.

Le Royaume-Uni renforce également ses objectifs en matière de climat. En témoignent la loi sur le changement climatique, la stratégie britannique de sécurité énergétique, sa stratégie de décarbonisation industrielle et la loi sur l'énergie, qui visent toutes à mettre en place un système énergétique plus propre, plus abordable et plus sûr à long terme.

Les ambitions géopolitiques peuvent nuire aux efforts d'atténuation du changement climatique

Bien que les initiatives prises par différents pays en matière de climat jouent un rôle majeur dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et la lutte contre le changement climatique, il est également important d'examiner la manière dont ces engagements et ces réglementations sont influencés par la géopolitique.

Bien entendu, l'arbitrage financier entre l'augmentation des dépenses consacrées à la sécurité nationale et à l'armée et l'utilisation de ces fonds pour agir sur le climat sera probablement intensifié à la lumière des récentes escalades géopolitiques.

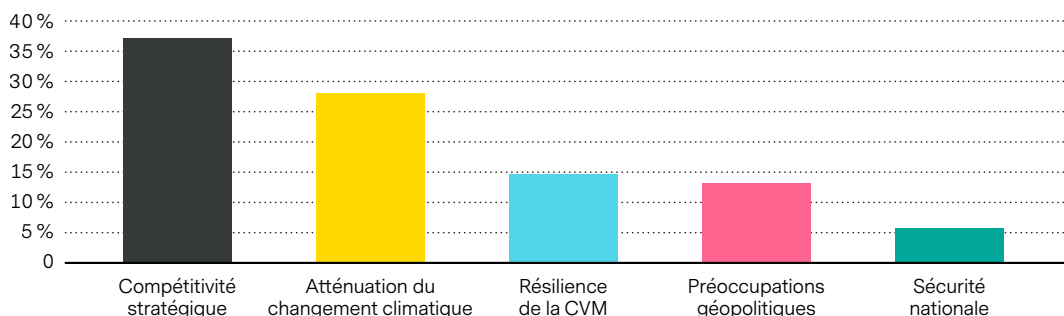
Le conflit entre la Russie et l'Ukraine et le soutien financier de l'Europe et des États-Unis à l'Ukraine en sont un exemple. L'argent dépensé pour la guerre pourrait être utilisé pour financer une transition vers l'énergie verte et lutter contre le changement climatique. Bien sûr, tous les pays ne sont pas confrontés aux mêmes contraintes financières et pourraient également augmenter le montant total des dépenses afin de financer plus de défense mais aussi plus de dépenses pour la transition verte. Mais cela s'accompagne généralement d'un prix plus élevé pour les paiements d'intérêts et d'intenses négociations au niveau politique.

Enfin, certains pays utilisent également les initiatives climatiques comme argument pour mettre en place des barrières commerciales et des droits de douane à l'encontre d'autres pays. Ils tentent de protéger leurs propres entreprises nationales dans un certain secteur contre leurs concurrents étrangers. Les pays utilisent également des subventions ou d'autres politiques industrielles pour protéger et soutenir leurs entreprises nationales et masquent ces interventions par un raisonnement climatique.

Cela semble être le cas avec plusieurs nouvelles interventions de l'UE et des États-Unis qui subventionnent les entreprises nationales et imposent des droits d'importation plus élevés pour les véhicules électriques chinois dans le but d'être plus compétitifs sur le marché des véhicules électriques et de repousser la concurrence de la Chine dans ce domaine.

Un nouveau rapport du FMI calcule que près de 30% de toutes les interventions en 2023 citent le changement climatique comme le motif le plus important parmi d'autres pour leurs actions, les économies avancées représentant la grande majorité de ces citations (voir figure 6). Les économies avancées utilisent généralement des subventions pour leurs industries nationales, mais pas pour le développement des économies émergentes (Evenett et al. 2024).

Figure 6: L'«atténuation du changement climatique» a souvent été invoquée pour justifier des politiques industrielles qui faussent la concurrence



Remarque: «Résilience de la CVM» signifie résilience de la chaîne de valeur mondiale. Stock cumulé de mesures. Pour les mesures ayant plusieurs motifs, chaque motif a le même poids. Source: Evenett et al. 2024 (document de travail du FMI), Vontobel.

Tout mettre en commun

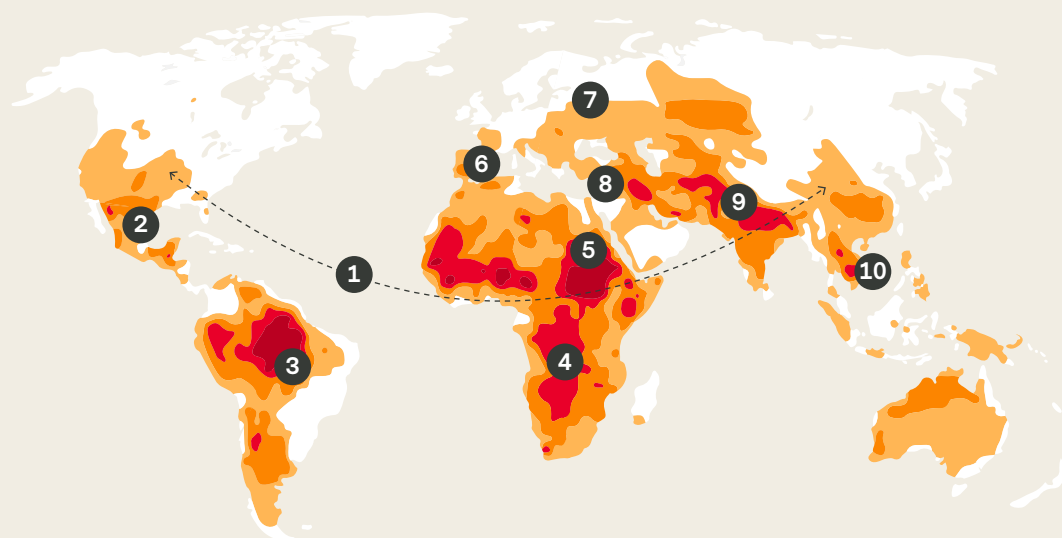
Afin de rassembler toutes les questions relatives au changement climatique et à la géopolitique, il peut être utile de les visualiser sur une carte représentative (voir figure 7).

D'une part, elle comprend les régions qui devraient souffrir le plus d'une augmentation significative de la température moyenne mondiale et des événements graves collatéraux déclenchés par les changements de température à long terme décrits dans le scénario extrême de 4°C par rapport aux niveaux préindustriels (1850–1900, voir UK Met Office 2024).

D'autre part, elle montre également les points chauds géopolitiques actuels. Cette représentation met en évidence les liens entre le climat et les points chauds géopolitiques actuels, tout en identifiant les problèmes potentiels à venir dans les régions très vulnérables au changement climatique.

Figure 7: Quand le changement climatique rencontre les points chauds de la géopolitique

Nombre d'impacts de forte gravité du changement climatique prévu. Les impacts comprennent le stress thermique extrême, les inondations fluviales, la sécheresse, le risque d'incendie et l'insécurité alimentaire.



Nombre d'impacts de grande gravité du changement climatique prévu.



Source: UK Met Office 2024 et Vontobel.

1. Rivalité de pouvoir entre les États-Unis et la Chine (flèche)
2. Migration vers les États-Unis depuis l'Amérique latine (Mexique)
3. Amérique latine (Latam) : Augmentation des migrations intra et transfrontalières en raison d'événements climatiques extrêmes
4. Afrique : forte instabilité politique dans plusieurs pays riches en ressources
5. Afrique du Nord-Est : Instabilité politique dans plusieurs pays et luttes pour l'accès aux ressources naturelles (conflits liés à l'eau)
6. Migration de l'Afrique du Nord vers l'Europe
7. Conflit en Ukraine — Tensions entre l'alliance OTAN-Europe et la Russie, et immigration en provenance de l'Europe de l'Est
8. Zone de conflit au Moyen-Orient et impacts sur les voies navigables (détroit d'Ormuz, canal de Suez)
9. Zones de conflit en Asie centrale et du Sud (en particulier les luttes de pouvoir entre l'Inde, le Pakistan et la Chine)
10. Zones de conflit en Asie du Sud-Est et différends en mer de Chine méridionale concernant les voies navigables, les îles et les gisements de matières premières.

Nous aimerions souligner plusieurs points. La carte montre, par exemple, que le changement climatique aura également une incidence sur la rivalité entre les États-Unis et la Chine, car les deux pays seront fortement touchés par les catastrophes naturelles, ce qui drainera des ressources qui auraient pu être consacrées à leurs ambitions géopolitiques. De même, le flux actuel de migrants d'Amérique latine vers les États-Unis pourrait bien être aggravé par les changements climatiques qui se produiront en Amérique latine au cours des prochaines décennies.

De même, pour l'Europe, les changements climatiques attendus en Afrique induiront probablement davantage de migrations liées au climat à travers la mer Méditerranée et aggraveront les conflits non seulement entre les États africains, mais aussi à l'intérieur de leurs frontières, en raison des migrations, de la chaleur, des sécheresses, des inondations et des pénuries de ressources qui en résultent.

En outre, les pays riches en ressources mais politiquement instables pourraient devenir des zones de guerres par procuration menées par des nations géopolitiquement puissantes qui tentent de sécuriser leur accès à certaines ressources, en particulier celles nécessaires à la transition verte.

On en trouve plusieurs en Afrique, mais aussi en Amérique latine. Les zones de conflit du Moyen-Orient sont situées dans une région vulnérable aux effets négatifs du changement climatique, ce qui peut aggraver les conflits concernant les terres arables, l'eau et l'accès à d'autres ressources.

Enfin, l'impact négatif du climat prévu pour l'Asie du Sud, l'Asie centrale et l'Asie de l'Est viendra s'ajouter aux rivalités géopolitiques qui existent déjà dans ces régions. Des conditions météorologiques plus extrêmes en Asie centrale alimenteront probablement davantage de migrations vers le nord, tandis que l'impact négatif des conditions météorologiques en Asie du Sud affecte une région où l'Inde et le Pakistan sont déjà engagés dans une rivalité régionale qui dure depuis des décennies, l'Inde étant également en conflit permanent avec la Chine. La mer de Chine méridionale est une autre zone géopolitiquement importante, où plusieurs pays devront faire face à des coûts substantiels liés aux dommages naturels causés par le changement climatique.

Il est intéressant de noter que dans bon nombre de ces points chauds climatiques et géopolitiques, des élections et des concours politiques sont en cours, comme nous le verrons dans la section suivante.



Quelle est la prochaine étape pour les investisseurs et pourquoi est-elle importante?

1

Élections américaines en novembre 2024

Si Donald Trump et le Parti républicain remportent l'élection, les États-Unis quitteront très probablement l'Accord de Paris, conformément au précédent créé par Trump après son investiture en 2017.

Il est probable qu'une éventuelle administration Trump tentera de revenir sur la loi de Biden sur la réduction de l'inflation, mais les représentants des États républicains qui profitent actuellement de manière significative de l'IRA s'y opposeront massivement.

Cependant, nous nous attendons à ce qu'une présidence Trump étouffe l'IRA dans sa forme actuelle et, en particulier, à ce qu'elle dépense moins dans certains domaines «verts» et autorise davantage d'extraction de pétrole et de gaz aux États-Unis, ce qui rendra difficile l'accélération de la transition énergétique.

2

Points chauds: Europe, Russie-Ukraine, Moyen-Orient, Taïwan et Chine

Nous nous attendons à ce que l'accent soit mis sur l'issue du conflit entre la Russie et l'Ukraine, car il aura un impact sur la décision de l'UE concernant le montant qu'elle consacrera à l'aide militaire et à la sécurité nationale, ainsi que sur le montant qu'elle pourra consacrer à l'action en faveur du climat.

Les derniers résultats des élections parlementaires européennes ont clairement montré que la tendance politique actuelle en Europe est de mettre davantage l'accent sur la sécurité nationale, l'immigration et la géopolitique et moins sur l'action climatique. En outre, les tensions actuelles entre Taïwan et la Chine, combinées à la réaction des États-Unis, pourraient faire basculer l'attention du changement climatique vers la sécurité nationale pendant plusieurs années.

Même si nous ne pensons pas qu'un tel scénario se produira au cours des prochaines années, il mérite d'être pris en considération par les investisseurs.

3

La position politique de l'UE vis-à-vis de la Chine

La Chine étant un producteur important de nombreux métaux et minéraux (en particulier les terres rares) pour la transition verte, la transition verte de l'UE et la quête d'indépendance vis-à-vis de l'énergie russe est également un exercice d'équilibre avec la Chine.

Il reste à voir comment les bons résultats des partis nationaux-conservateurs en Europe influenceront sur la position politique de l'UE à l'égard de la Chine. Les dernières annonces de l'UE concernant l'augmentation des droits de douane sur les importations de VE vont dans le sens d'une politique commerciale plus protectionniste de l'UE à l'égard de la Chine. D'autre part, la Chine vient d'informer que le pays cherche à réglementer l'exportation des éléments de terres rares (Woo et Holmes, 2024).

Une telle politique rend généralement la transition écologique plus coûteuse, car elle empêche les importations à bas prix d'atteindre les pays ciblés, tels que la Chine, mais elle peut accroître l'acceptation nationale des dépenses publiques en faveur d'une transition écologique.

4

Les objectifs climatiques de la Chine

Les investisseurs doivent être attentifs à toute nouvelle réorientation des priorités de la Chine entre ses objectifs climatiques et ses investissements dans des objectifs de sécurité nationale liés à ses ambitions géopolitiques. Toute intensification d'un conflit potentiel avec les États-Unis, l'Australie et leurs alliés en mer de Chine méridionale ou avec Taïwan pourrait détourner l'attention de Pékin des dépenses consacrées à la lutte contre le changement climatique et entraînerait évidemment une augmentation des dépenses de défense de la part de toutes les parties concernées.

En outre, tout abandon du modèle actuel de la Chine, à savoir une économie orientée vers l'exportation avec un fort investissement public dans la consommation intérieure et des droits de douane à l'exportation élevés, réduirait l'accès mondial aux éléments à faible coût pour la transition verte, tels que les panneaux solaires, les batteries ou certains métaux et minerais.

5


Élections générales en Inde

Le résultat des élections générales en Inde cette année n'a pas entraîné de changement substantiel de gouvernement, et bien que le pays fasse partie des régions du monde les plus touchées par les dommages naturels induits par le changement climatique, ni le parti au pouvoir qui a remporté les élections, ni l'opposition n'ont mis l'accent sur l'action climatique au cours des récentes campagnes électorales.

Les manifestes de leurs partis n'accordent pas une place prépondérante à l'action en faveur du climat et ne prévoient pas d'augmenter sensiblement les dépenses dans ce domaine à l'avenir.

Il semble que la politique indienne ne se détournera pas des objectifs de croissance économique, de la sécurité nationale et des ambitions géopolitiques au profit de la politique climatique. Cela reflète également l'importance géopolitique croissante du pays, qui peut tirer parti de sa position entre l'Occident, principalement les États-Unis et l'UE, et la Chine.



An aerial photograph of a lush green forest. A clear, light-colored path or stream bed winds through the trees, leading towards a dark blue body of water on the right side of the image. The trees are dense and vibrant green, with some areas appearing lighter due to sunlight filtering through the canopy.

“Il semble qu’il soit inévitable pour les investisseurs de se concentrer fortement sur les investissements ‘à l’épreuve de la transition’ s’ils veulent fournir des solutions ‘à l’épreuve du futur’ pour leurs portefeuilles.”

Dernières considérations pour les investisseurs

Les perspectives d'une nouvelle présidence américaine pour Donald Trump et l'anticipation d'un parlement européen moins «vert» après les dernières élections, combinées aux conflits au Moyen-Orient et en Ukraine, ont affaibli le sentiment des marchés pour les secteurs bénéficiant de la transition verte. Ces effets géopolitiques se sont ajoutés à des effets cycliques tels que la hausse des taux d'intérêt et les marges déprimées par les surcapacités mondiales dans certains secteurs qui contribuent à la transition verte.

Cela dit, les conflits qui pourraient s'aggraver au point d'entraver significativement l'approvisionnement mondial en énergie fossile (pensez à la fermeture du détroit d'Ormuz) pourraient aussi, d'un autre côté, favoriser la transition verte en mettant en évidence la dépendance énergétique des pays et des gouvernements non alliés.

Ces évolutions mettent les secteurs «verts» sous pression, même si la transition à long terme vers une économie électrifiée plus durable, avec des énergies renouvelables et des réseaux plus efficaces, semble inévitable. En revanche, à court et moyen terme, l'énergie nucléaire et les combustibles fossiles resteront nécessaires jusqu'à ce que la transition verte soit achevée.

Toute transition verte substantielle entraînera une redistribution spectaculaire de l'équilibre des forces géopolitiques, car les pays disposant de ressources cruciales pour la transition énergétique et les technologies associées gagneront en influence dans le jeu des forces géopolitiques, au détriment des pays qui ont tiré parti de leurs ressources en énergie fossile au cours du siècle dernier. Toutefois, cette transition ne se fera pas du jour au lendemain.

Au cours d'une telle période de transition, les investisseurs doivent tenir compte à la fois du besoin permanent de combustibles fossiles pendant la transition et des avantages à long terme d'être investis dans des secteurs qui bénéficieront de cette transition pendant des décennies.

Les développements géopolitiques à court mais aussi à long terme façonneront cette transition et il semble qu'il n'y ait pas moyen d'échapper à une forte concentration sur les investissements «à l'épreuve de la transition» pour les investisseurs qui visent à fournir des solutions «à l'épreuve du temps» pour leurs portefeuilles.

AON (2024), "Climate Catastrophe Insight"

Congressional Budget Office, Joint Committee on Taxation (2023). Disponible sur [<https://www.cbo.gov/data/budget-economic-data>]

Economist, The (2024). The Economist explique : Quelle est la viabilité du transport maritime en Arctique ? Disponible sur [<https://www.economist.com/the-economist-explains/2024/01/18/how-viable-is-arctic-shipping>]

European Council (2024). Disponible sur [<https://www.consilium.europa.eu/en/policies/green-deal/>]

Evenett, S., Jakubik, A., Martín, F., & Ruta, M. (2024). Le retour de la politique industrielle à travers les données. Série de documents de travail du FMI. Disponible sur [<https://www.elibrary.imf.org/downloadpdf/journals/001/2024/001/001.2024.issue-001-en.pdf>]

Internal Displacement Monitoring Center. 2023. Grid 2023: Rapport mondial sur les déplacements internes. Disponible sur [<https://www.internal-displacement.org/global-report/grid2023/>]

Ionesco, Dina (2019). "Let's Talk About Climate Migrants, Not Climate Refugees". International Organization for Migration. Consulté le 18 octobre 2023.

Route maritime du Nord. Disponible sur [<https://www.economist.com/the-economist-explains/2024/01/18/how-viable-is-arctic-shipping>]

Création d'emplois. Disponible sur [<https://www.whitehouse.gov/climate/>]

Knabb, Richard D (2005). Rhone, Jamie R; Brown, Daniel P; National Hurricane Center (20 décembre 2005). Disponible sur [https://nhc.noaa.gov/data/tcr/AL122005_Katrina.pdf] Hurricane Katrina: August 23–30, 2005 (PDF) (Tropical Cyclone Report). United States National Oceanic and Atmospheric Administration's National Weather Service. Consulté le 8 janvier 2016.

Rantanen et al, (2022), Rantanen, Mika, Alexey Yu Karpechko, Antti Lipponen, Kalle Nordling, Otto Hyvärinen, Kimmo Ruosteenoja, Timo Vihma, and Ari Laaksonen. "

L'Arctique s'est réchauffé près de quatre fois plus vite que le reste du globe depuis 1979." Communications earth & environment 3, no. 1 (2022): 168.

Redl, C., & Hlatshwayo, S. (2021) Prévoir les troubles sociaux : Une approche par apprentissage automatique. Document de travail du FMI, WP/2021/263, Disponible sur SSRN [<https://ssrn.com/abstract=4026493>].

Ritchie, H. & Rosado, P. (2022) Catastrophes naturelles. Our World in Data, Université d'Oxford - Données adaptées d'EM-DAT, CRED / UCLouvain. Disponible sur [<https://ourworldindata.org/grapher/economic-damage-from-natural-disasters>]

S&P Global (2020), "Incendies de forêt : Impact sur les industries agricoles australienne et californienne". Disponible sur [<https://www.spglobal.com/commodityinsights/en/ci/research-analysis/wildfires-impact-on-the-australian-and-californian-agricultura.html>]

Stern, N. (2006). Rapport Stern : L'économie du changement climatique. Cambridge University Press, Cambridge.

Swiss Re Institute. (2019). "L'assurance dans un monde d'extrêmes climatiques : ce que nous dit la science la plus récente". Disponible sur [https://www.swissre.com/dam/jcr:f2ec0485-5732-4204-9a67-e754978fedbc/Insurance_climate_extremes_expertise_publication.pdf]

Thompson, H. (2022). La géopolitique des combustibles fossiles et des énergies renouvelables redessine le monde. Nature 603, no. 7901 (2022) : 364-364. Disponible sur Tucker, P. (2024) A message to economists: Geopolitics matters too. Financial Times. Available at [<https://www.ft.com/content/f05826c0-d030-4fa4-89d1-72a1b73dec3d>]

UK Met Office (2024). Impacts globaux des projections du changement climatique. Disponible sur [<https://www.metoffice.gov.uk/research/climate/climate-impacts/global-impacts-of-climate-change--projections>]

Vontobel White Paper (2023). La quête des ressources : Comment la rareté des ressources, la géopolitique et la mondialisation affecteront vos investissements, par R. Cueni. Disponible sur [<https://am.vontobel.com/en/insights/the-quest-for-resources>]

Woo, R. et Holmes, D. (2024). La Chine publie des réglementations sur les terres rares pour protéger davantage l'approvisionnement national. Reuters. Disponible sur [[https://www.reuters.com/markets/commodities/china-issues-rare-earth-regulations-further-protect-domestic-supply-2024-06-29/#:~:text=BEIJING%2C%20June%202029%20\(Reuters\),electric%20vehicles%20to%20consumer%20electronics.](https://www.reuters.com/markets/commodities/china-issues-rare-earth-regulations-further-protect-domestic-supply-2024-06-29/#:~:text=BEIJING%2C%20June%202029%20(Reuters),electric%20vehicles%20to%20consumer%20electronics.)]

World Bank (2024). Base de données des indicateurs de développement mondial. Données traitées par Our World In Data, Université d'Oxford. Disponible sur [<https://ourworldindata.org/grapher/internally-displaced-persons-from-disasters>]

Zack (2019). Disponible sur [<https://georgetownsecuritystudiesreview.org/2019/12/11/climate-change-and-armed-conflict-assessing-the-worlds-most-vulnerable-region/>]

Zurich Insurance et rapport d'AON. Disponible sur [<https://www.zurich.com/en/knowledge/topics/climate-change/how-climate-change-will-impact-business-everywhere>] et [<https://www.aon.com/en/insights/reports/climate-and-catastrophe-report>]

Vontobel n'utilise que du papier recyclé pour l'impression. La production de papier recyclé nécessite environ 1,5 fois moins d'énergie et 2,5 fois moins d'eau que la production de papier à partir de fibres vierges. De plus, le papier recyclé réduit les émissions de gaz à effet de serre de plus de 20%. Nous compensons les émissions restantes par divers projets de compensation de CO₂ dans le monde entier.

Informations complémentaires

vontobel.com/sustainability

Informations importantes

Le présent document de marketing a été élaboré par une ou plusieurs sociétés du Groupe Vontobel (collectivement appelées «Vontobel») pour les clients institutionnels.

Le présent document est fourni uniquement à des fins d'information et son contenu ne constitue en aucun cas une sollicitation, offre ou recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement, de réalisation de transactions ou de conclusion d'actes juridiques, de quelque nature qu'ils soient.

L'investissement environnemental, social et de gouvernance («ESG») et les critères utilisés peuvent être subjectifs par nature. Les considérations évaluées dans le cadre des processus ESG peuvent varier en fonction des différents types d'investissements et d'émetteurs, et les facteurs ne sont pas forcément tous identifiés ou pris en compte pour tous les investissements. Les informations utilisées pour évaluer les composantes ESG peuvent varier selon les fournisseurs et les émetteurs, car les critères ESG ne constituent pas une caractéristique uniformément définie. L'investissement ESG peut conduire à renoncer à saisir des opportunités de marché que d'autres stratégies ne reposant pas sur de tels critères pourraient permettre d'identifier. Nulle garantie ne peut être donnée quant au fait que les critères et les techniques mis en œuvre seront efficaces.

La performance passée ne constitue pas un indicateur fiable de la performance actuelle ou future. Le rendement peut baisser ou augmenter, par exemple en raison des fluctuations des taux de change entre les devises. La valeur des sommes investies peut augmenter ou diminuer et rien ne garantit que le capital investi par vos soins pourra être remboursé en totalité ou partiellement.

Le présent document n'est pas le résultat d'une analyse financière et n'est donc pas soumis aux «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers. Vontobel et/ou son conseil d'administration, sa direction générale et ses employés peuvent avoir ou avoir eu des intérêts ou des positions dans les titres concernés, les avoir négociés ou avoir agi en tant que teneurs de marché pour lesdits titres. De plus, ces entités ou personnes peuvent avoir effectué des transactions pour des clients dans ces instruments ou peuvent fournir ou avoir fourni des services financiers d'entreprise ou d'autres services aux entreprises concernées.

Bien que Vontobel soit d'avis que les informations figurant dans le présent document s'appuient sur des sources fiables, Vontobel décline toute responsabilité quant à la qualité, l'exactitude, l'actualité et l'exhaustivité desdites informations. Sauf autorisation émanant des lois de droits d'auteur, aucune de ces informations ne pourra être reproduite, adaptée, téléchargée pour une tierce partie, reliée, mise en exergue, publiée, distribuée ou transmise sous quelque forme que ce soit par quelque processus que ce soit sans le consentement écrit spécifique de Vontobel. Dans toute la mesure permise par la législation applicable, Vontobel décline toute responsabilité résultant de toute perte ou de tout dommage que vous encourez, occasionné(e) par l'utilisation ou l'accès aux présentes informations, ou de son incapacité à fournir les présentes informations. Notre responsabilité pour négligence, violation contractuelle ou contravention à la loi résultant de notre incapacité à fournir les présentes informations dans leur intégralité ou en partie, ou pour tout problème posé par ces informations, qui ne peut être licitement exclu, se limite à vous retransmettre les présentes informations en intégralité ou en partie ou à procéder au paiement pour assurer une telle retransmission, à notre gré et dans la mesure autorisée par la loi en vigueur. Nul exemplaire du présent document ni aucune copie de celui-ci ne peuvent être distribués dans quelque juridiction que ce soit, dans laquelle sa distribution est limitée par la loi. Les personnes recevant le présent document doivent être conscientes de ces restrictions et les accepter.

Vontobel Asset Management AG
Gotthardstrasse 43
8022 Zurich
Switzerland
vontobel.com

